

HAUT COMMISSARIAT AU PLAN

NOTE DE CONJONCTURE

- JUILLET 2008 -

Ce communiqué, qui fait état de la situation des principaux indicateurs économiques, observés au cours du premier trimestre 2008, relate les estimations pour le deuxième trimestre et trace les perspectives d'évolution pour le troisième trimestre. Le diagnostic et les prévisions conjoncturels ont été établis sur la base des informations tirées des enquêtes de conjoncture, des enquêtes sur les prix et la production, effectuées périodiquement par le HCP, ainsi que des statistiques administratives à caractère infra-annuel.

- Une croissance soutenue en dépit d'une conjoncture internationale peu favorable**
- La hausse des prix à l'importation, un facteur conjoncturel de creusement du déficit commercial**
- La demande intérieure tirée par l'investissement**
- Une hausse modérée de la masse monétaire**

L'activité économique nationale a été plus dynamique, au premier trimestre de cette année, plus qu'il ne l'a été annoncée par les indicateurs de conjoncture au début de l'année. Cette amélioration de l'activité, notamment des secteurs hors agriculture, a permis de situer la croissance globale, au premier trimestre, à 7%, avec, toutefois, une anticipation d'une légère inflexion à partir du deuxième trimestre. Les conditions pluviométriques, plus favorables au deuxième trimestre, pourrait avoir atténué, avec une augmentation de la valeur ajoutée agricole de 10,9%, l'effet de cette inflexion, pour situer la croissance globale, au même trimestre, aux alentours de 6,7%. Cette performance serait poursuivie au troisième trimestre, appuyée essentiellement par la dynamique des activités tournées vers la demande intérieure.

L'économie internationale a été marquée, en ce début d'année, par une poussée des tensions inflationnistes, provoquées par la hausse des cours du pétrole, des prix des matières premières industrielles et des produits alimentaires. Ce mouvement de hausse s'est traduit, en premier lieu, par un renchérissement des importations au cours des cinq premiers mois de l'année. Les importations en valeur ont augmenté, au cours de cette période, de 27,7%, en variation annuelle, engendrant un alourdissement du déficit commercial et un recul du taux de couverture de deux points, pour le situer à 50,4%. L'orientation favorable des exportations (+22,9%), au cours de la même période, est le résultat, principalement, de l'effet prix à l'export, surtout des produits phosphatés, ayant profité de la hausse des cours mondiaux. Hors phosphates et dérivés, les ventes extérieures ont, en effet, stagné, subissant un ralentissement de la demande étrangère adressée au Maroc. Les perturbations conjoncturelles qui caractérisent les économies destinataires de nos exportations ont ralenti l'évolution de la

demande adressée au Maroc, passant de 2,4%, au troisième trimestre de 2007, à 1,5% au premier trimestre 2008.

Les effets du tassement de la demande extérieure sur la croissance économique ont été quelque peu atténués par la dynamique des activités tournées, essentiellement, vers la demande locale. La construction, l'industrie, les télécommunications et l'agriculture ont été les principaux moteurs de l'activité, en ce début de l'année 2008. Le secteur industriel se positionne légèrement au dessus de sa tendance de moyen terme. L'accroissement annuel de la valeur ajoutée industrielle a atteint 5,3%, au premier trimestre 2008, contre 3,1% à la même période de 2007. Les contributions à la croissance du secteur sont dominées par l'agroalimentaire et le "textile et cuir", pour un peu plus de la moitié de sa croissance. La demande locale en produits manufacturés, en amélioration, pourrait avoir entretenu l'évolution favorable du rythme de croissance, enregistrée au début de cette année.

L'activité de la construction bénéficie toujours d'une conjoncture favorable. Sa valeur ajoutée s'est accrue de 10,3%, au premier trimestre 2008, en variation annuelle. La demande en inputs s'est maintenue à un niveau élevé ; les ventes de ciment ont augmenté de 17,2%, en glissement annuel. Les crédits à l'immobilier ont également enregistré une expansion de 42,4%, durant la même période. Toutefois, les craintes d'un retournement de conjoncture se lisent dans les déclarations des chefs d'entreprises; il reste que les conditions d'une offre suffisante paraissent toujours favorables face à une demande non encore totalement satisfaite. Globalement, l'évolution, à moyen terme, reste bien orientée pour le BTP, avec, néanmoins, des incertitudes qui subsistent chez les promoteurs et qui s'expliquent par un environnement caractérisé par la hausse des coûts des intrants et les risques de baisse de prix de vente. A noter que ces derniers étaient portés, au cours de la période récente, par des phénomènes de spéculation et des conditions de crédits encourageantes. La valeur ajoutée pourrait avoir crû de 8,8%, au deuxième trimestre 2008, en glissement annuel.

La valeur ajoutée agricole a progressé, au premier trimestre 2008, en variation annuelle, de 9,5%, soit une contribution d'un point à la croissance économique globale. Il reste que le Maroc traverse encore un cycle de pluviométrie peu favorable. Son impact est relevé au niveau des productions agricoles, aussi bien animales que végétales. L'année 2008 a connu un niveau de récolte agricole en deçà de son potentiel de production. Le cumul des irrégularités de la pluviométrie dans le temps et dans l'espace a affaibli les niveaux de production. La récolte de céréales, pour la campagne actuelle, est estimée à 50 millions de quintaux, soit 12% en moins que la récolte moyenne de la période 2000-2004.

Le secteur de l'énergie traverse une conjoncture difficile, subissant l'effet conjugué d'une demande croissante et des augmentations en continu des coûts de production. Son évolution conjoncturelle n'arrive pas à se détacher de son sentier tendanciel de moyen terme. Toutefois des signes d'un redressement paraissent se dessiner au début de cette année. La valeur ajoutée s'est accrue, en variation trimestrielle, de 4,1%, au premier trimestre 2008. La mise en application du Plan Energétique, élaboré par le Gouvernement, pourrait conduire à une meilleure maîtrise de la situation énergétique, qui semble dans l'état actuel, vu la forte

dépendance de notre économie des importations de pétrole, difficile à prévoir sans un grand risque d'erreur.

Le dynamisme des principales activités non-agricoles s'est traduit par une amélioration de la situation de l'emploi, notamment en milieu urbain. Les baisses, en une année, du nombre de chômeurs, au premier trimestre 2008, s'élèvent à 6,3% contre une hausse de 1,4% pour le milieu rural. L'évolution du taux de chômage est beaucoup plus marquée par sa tendance de moyen terme. Il oscille, au voisinage de celle-ci, depuis une année, au taux moyen de 9,7%. L'affermissement de 6,4% des embauches par le BTP, au premier trimestre 2008, a permis de relever la part de ce secteur dans l'emploi global urbain à 11,6%, après 7,4% une année plus tôt.

La demande intérieure poursuit son mouvement ascendant, enclenché en 2004. Elle est tirée, beaucoup plus, par la FBCF, avec un taux de croissance moyen des trois dernières années de 15,3%, contre 6,8% pour la période 2000-2005. Le BTP est le secteur d'activité dont la contribution à la dynamique de la FBCF serait plus importante en 2008. Elle est estimée à 9 points des 15% de croissance prévue pour la FBCF pour cette année.

La consommation des ménages progresserait à un rythme soutenu, en dépit des hausses des prix, relevées au cours des deux derniers trimestres. Les interventions de la Caisse de Compensation limitent amplement les répercussions de ces hausses, notamment au niveau des prix de consommation. Au mois de juin 2008, l'indice global des prix a augmenté de 4,7% par rapport au même mois de l'année passée. La contribution des produits alimentaires à cette croissance s'élève à 4 points. L'inflation est aussi ressentie au niveau des prix des matières premières, suite au renchérissement des inputs importés. L'indice des prix à la production industrielle avait avancé, une année auparavant, les premiers signes d'une inflation par les coûts. Les manifestations de l'inflation précitée sont relatées par le calcul de l'inflation sous-jacente. Cette dernière a évolué au cours du même mois, en glissement annuel, de 5,2%.

Au niveau du financement de l'économie, la croissance des moyens de paiement devient, en ce début de l'année, plus modérée, comparativement à leurs niveaux il y a deux années. En effet, l'accroissement de la masse monétaire s'est situé à 12,5%, en glissement annuel, au deuxième trimestre 2008, après avoir enregistré 19,3% au même trimestre de 2007. Les crédits bancaires continuent de soutenir la création monétaire. L'affermissement des concours à l'économie, quoiqu'en légère inflexion au début de cette année, est le résultat principalement d'une forte augmentation des crédits immobiliers, soit 12,3%, au deuxième trimestre 2008, par rapport au trimestre précédent. A l'inverse, les crédits alloués, majoritairement, aux entreprises, en l'occurrence les crédits de trésorerie et les crédits d'équipement, ont entamé cette année, avec moins de vigueur, dans leur évolution à la hausse.

Pour plus de détails, se référer à la publication « Note de conjoncture n°12 », hébergée sur le site du Haut-commissariat au Plan (www.hcp.ma).

La reproduction des informations, contenues dans cette publication, est autorisée, sous réserve d'en mentionner expressément la source.